

apparu comme un prodigieux rogneur de services et un éminent réducteur d'emplois. Les maîtres de poste d'une extrémité à l'autre du pays ont été limogés, leurs bureaux fermés et leurs services à la collectivité abolis. Les gens qui ont rendu de loyaux services pendant beaucoup plus d'années qu'en a consacré le ministre au gouvernement ont été congédiés sans cérémonie alors que le ministre avec sa sophistication technocratique a entrepris de rendre les postes rentables et qu'importe le public et les besoins des citoyens.

● (9.30 p.m.)

Les éditeurs de journaux, qui publient des revues sans but lucratif, qui s'efforcent de propager des renseignements utiles parmi le public canadien, usagers de la poste depuis longtemps, se sont trouvés mis au rancart à cause de l'arrogance de ce technocrate qui allait faire merveille pour le service postal. Il parle des éditeurs comme des syndicats. Il nous a dit au comité que lorsque les éditeurs se plaignaient de ne pouvoir publier en vertu du nouveau tarif postal «qu'ils nous faisaient avaler des couleuvres». Il a eu l'arrogance insupportable de me dire «ils le font et vous le savez.» Lui, qui prétend savoir lire les pensées d'autrui, n'est certes pas un interprète judicieux de leurs actes.

Dans aucun domaine ce gouvernement, qui a rapidement désenchanté le public, a-t-il suscité plus de ressentiment qu'aux Postes, service de l'État duquel le Canadien moyen se sent peut-être plus près que de n'importe quel autre. Bien des gens ne construiront pas de maisons neuves. Bien des gens, hélas! ne s'intéressent pas aux affaires extérieures et d'autres ne paient même pas d'impôt sur le revenu faute de moyens suffisants en cette période d'austérité. Mais la plupart d'entre nous aiment de temps en temps recevoir du courrier; or, de nos jours, nous ne l'obtenons ni très rapidement ni très régulièrement. Pourtant, ce soir nous discutons et nous nous torturons à propos d'une autre aggravation sérieuse du service postal, l'un des plus anciens et des plus importants services que le gouvernement du Canada doit fournir à sa population.

Depuis que le ministre actuel a assumé ses fonctions, ce qui n'allait pas bien s'est aggravé et ce qui allait mal est devenu intolérable. Ce soir, il a eu la prétention, et ça n'en est pas la première manifestation, de comparer son dossier à celui des précédents gouvernements conservateurs. Je le suivrai dans ses efforts de rhétorique et je lui dirai qu'il a

[M. Macquarrie.]

certainement surpassé ses prédécesseurs tant conservateurs que libéraux, car jamais depuis que John A. Macdonald était ministre des Postes, le public a-t-il été aussi mécontent d'un aussi mauvais service que depuis que cet expert en technocratie occupe ses fonctions. Donc, s'il veut établir des comparaisons, libre à lui, mais son dossier est plus lourd que celui des conservateurs et des libéraux, plus lourd d'inepties que celui des deux réunis.

Il n'est pas étonnant que le moral du personnel de son ministère ait fléchi affreusement. Je siège ici depuis 13 ans, mais j'observe le gouvernement depuis bien plus longtemps. Cependant, je n'ai jamais vu le personnel d'un ministère aller décrier auprès du public les méthodes qui s'y pratiquent dans la mesure où l'ont fait les postiers depuis que ce personnage est entré en fonction. On n'a qu'à lire les journaux d'hier ou les télégrammes envoyés, il y a plusieurs mois, par des chefs de syndicats de postiers pour savoir ce que je veux dire. J'ai consigné au compte rendu les déclarations des porte-parole syndicaux sur ces questions. Nous savons qu'à mesure que les mois passent, le courrier s'empile et le moral se gâte. Voilà la triste et sombre histoire du ministère canadien des Postes pendant la deuxième année de la société juste, la deuxième aussi de l'ère promise des satellites.

Hier, je suis tombé sur l'une des plus troublantes déclarations concernant un secteur de la fonction publique du Canada, parue dans le *Citizen* d'Ottawa et traitant de «la disparition de toute efficacité aux Postes». Il s'agit d'une annonce payée par l'Union des facteurs du Canada. J'en parle, car j'estime qu'elle se rapporte au problème. À mon avis, notre analyse de ce grand problème national serait fautive si nous pensions que le mécontentement et les troubles actuels de Montréal sont un phénomène unique et indépendant du bilan pathétique, regrettable, uniforme et persistant de la mauvaise gestion du ministère des Postes. Voici un extrait de cette annonce payée:

Les facteurs du Canada tiennent à faire part au public de leur plus profond regret lorsqu'il attend impatiemment le courrier qu'il sait devoir être parvenu à destination.

Le 17 février 1969, on a instauré dans les Postes canadiennes un système appelé traitement unique du courrier, qui a été imposé d'emblée par le ministre pour réduire les coûts. Malgré cette mesure, les chiffres récemment publiés qui représentent les crédits du gouvernement montrent que les Postes fonctionneront de nouveau à un déficit de près de 69 millions de dollars pour l'année 1970-1971.